

Initiatives ministérielles

À mon avis, monsieur le Président, un de ces moyens consistera à investir dans l'enseignement ainsi que dans la recherche et le développement plutôt que d'y effectuer des coupes. Sur ce point, je m'arrête uniquement à la question de la productivité au Canada.

Si nous examinons la productivité de la main-d'œuvre du Canada, nous constatons qu'elle est inférieure à celle des autres pays économiquement développés. On sait qu'un fort pourcentage de nos travailleurs sont illettrés en quelque sorte et sont incapables d'utiliser la nouvelle technologie. Le problème est particulièrement inquiétant quand on tient compte de l'évolution actuelle du commerce international. L'industrie fondée sur les ressources, sur laquelle repose l'économie canadienne, cède actuellement le pas à l'industrie à base d'informations et de connaissances.

Considérant toujours la productivité de notre main-d'œuvre, si nous comparons la croissance de cette productivité avec celle des pays du G-7, nous faisons piètre figure dans le domaine clé de la compétitivité internationale. Par exemple, en 1990 seulement, le Canada s'est classé bien au-dessous de la moyenne des 23 pays étudiés par le Forum économique mondial. Entre autres facteurs, le Forum avaient retenu l'orientation internationale, l'initiative des cadres et le nombre de travailleurs qualifiés.

Les comparaisons à l'échelle internationale ont en général montré que nous investissons assez pour rester compétitifs dans la mesure où les techniques que nos étudiants acquièrent sont pertinentes et bien appliquées. Il est évident que cet investissement ne produit pas les résultats que nous attendons.

Je dis cela parce que près de 40 p. 100 des Canadiens éprouvent de la difficulté à écrire et à faire des mathématiques élémentaires. Par comparaison, le taux d'analphabétisme au Japon est inférieur à 1 p. 100; en Allemagne de l'Ouest, il est inférieur à 4 p. 100 et, dans le Royaume-Uni, il est inférieur à 6 p. 100.

Manifestement, il faut que tout le pays porte son attention sur ce problème, si nous voulons vraiment améliorer notre productivité, réduire notre déficit et devenir compétitifs sur le plan international.

Ainsi, le gouvernement fédéral ne devrait pas sabrer dans les domaines de la recherche et du développement, de la formation et de l'éducation, bien au contraire; il devrait plutôt y investir.

Une étude publiée en 1990 par le Conference Board du Canada montrait que l'analphabétisme empêche les sociétés d'avoir recours à la nouvelle technologie comme des ordinateurs ou du matériel de pointe. Elle nous a

également appris—et mon collègue de Broadview—Greenwood écoute attentivement mes paroles en tant que critique en matière de petites entreprises—que pratiquement un tiers des 626 sociétés interrogées avaient déclaré que l'analphabétisme avait ralenti de façon marquée le travail ou causé des problèmes de contrôle de la qualité, car les travailleurs ne pouvaient comprendre les directives pertinentes.

En outre, selon le Groupe de travail des entreprises canadiennes sur l'analphabétisme, le problème coûterait à la société canadienne 10 milliards de dollars environ par année et les entreprises elles-mêmes subiraient une perte de près de 4 milliards de dollars par année. En fait, en l'occurrence, le gouvernement se trompe de cible.

Nous sabrons dans les domaines où, selon moi, nous devrions investir davantage. Nous effectuons des coupes sombres dans ces domaines, car nous croyons que nous pourrions ainsi réduire le déficit et le maîtriser. Comme je l'ai déclaré à de nombreuses reprises auparavant, c'est un peu comme si une personne vendait ses meubles pour payer son loyer. En l'occurrence, ce devrait être l'inverse. Le gouvernement devrait élaborer une stratégie plutôt dynamique d'investissements. Il faut parler d'investissements et non de dépenses, car c'est bien ce dont il s'agit.

Il y a d'autres domaines dans lesquels le gouvernement n'investit pas. Il s'agit de formation aux adultes et de l'enseignement. Je voudrais également mentionner la question de la formation. Le gouvernement en parle, semble-t-il, beaucoup dernièrement.

La situation est alarmante puisque, en 1988, le travailleur canadien moyen a reçu 6,7 heures de formation en classe. Comparativement, les travailleurs australiens ont profité de 17 heures de formation, les Suédois de 170 heures et les Japonais de 200 heures. Si l'on compare ce que le Canada investit dans le secteur de la formation à ce qui se passe dans le monde entier, on peut constater que notre gouvernement investit de façon dérisoire dans notre main-d'œuvre.

C'est pourtant cette même main-d'œuvre qui va nous faire rentrer dans le XXI^e siècle et qui est censée nous permettre d'être compétitifs sur le plan international et donner au gouvernement les recettes fiscales nécessaires pour venir en aide aux gens dans le besoin.

En outre, il est très intéressant de constater qu'à peine le tiers des entreprises canadiennes forment leurs employés. Bien entendu, elles ne peuvent offrir une formation suffisante à leurs employés, car le gouvernement n'investit pas assez à cet égard et n'offre pas suffisamment d'encouragements. Il devrait jouer un rôle beaucoup plus actif dans le domaine de la formation. Il est vrai